

“No to pipelines, not here or anywhere”: 120+ organizations across the country and multiple MPs speak out against West Coast pipeline plans

For immediate release. Le français suit.

Unceded Anishinaabe Algonquin Territories [OTTAWA], 9 June 2026:

In a cross-country and cross-partisan show of solidarity today on Parliament Hill, civil society experts, backed by more than 120 organizations from coast to coast, and MPs from three parties called out the federal government’s reckless plans to support a new oil pipeline from Alberta to the West Coast.

At [today’s press conference](#), legal, health, and environmental experts highlighted the risks posed that a new pipeline would pose, in advance of Alberta’s July 1 deadline for submitting a pipeline proposal to the Major Project Office for fast-tracking.

Bloc québécois MP Patrick Bonin, NDP MP Leah Gazan, and Green Party Leader Elizabeth May also spoke out against the pipeline plans.

More than 120 civil society organizations have signed on to an [open letter](#) expressing their solidarity against the imposition of new fossil fuel pipelines to the West Coast or anywhere in Canada.

As Asian markets accelerate their shift away from oil, a new oil pipeline would likely require large public subsidies to be viable. In [recent polling from Liaison Stratégies](#) in B.C. and Quebec swing ridings, 68 per cent of respondents opposed federal funding for a new pipeline, and six in ten indicated they would be less likely to vote for an MP who supported fossil fuel subsidies.

Today’s press conference comes after more than a year of environmental rollbacks. Most recently, the federal government proposed regulatory changes that would [shred Canada’s environmental safety net](#), further enabling new pipelines to be fast-tracked without impact assessments, and allowed only a few weeks for public consultation. After widespread outcry, the government [announced last Thursday](#) that the consultation period would be extended to late July.

On Parliament Hill today, **Emilia Belliveau**, Program Manager, Energy Transition at Environmental Defence, said:

“There is no ‘good’ route for Alberta’s proposed bitumen pipeline. A new pipeline carrying a million barrels of oil a day, and the extraction required to fill it, will push Canada’s climate and nature targets even further out of reach. Failing to meet our targets is not an abstract loss. It will

have devastating consequences for the ecosystems we rely on, and risks real harm to the places, nature, people and communities we love.”

Anne-Céline Guyon, Analyste climat-énergie, Nature Québec, said:

“Whether it’s an oil sands pipeline to the west or a gas pipeline to the east, all projects aimed at expanding fossil fuel production are on the wrong track. No project can serve Canada’s interests if it destroys what defines its identity: a deep connection to nature.”

Anna Johnston, Staff lawyer, West Coast Environmental Law, said:

“Pipelines pose major risks to the climate, waterways and species Canadians cherish and rely on. Environmental laws are not red tape – they’re a safety net. The Carney government is proposing a wholesale shredding of that safety net. We are calling on the government to go back to the drawing board and make sure Canadians have the legal safeguards they need to know that development is working for them.”

Robb Barnes, Climate Program Director, Canadian Association of Physicians for the Environment, said:

“Whether it’s a new gas pipeline to the West Coast or new LNG projects in Quebec, the Carney government seems to be reverting to the “drill, baby, drill” philosophy that characterized the Harper era.

The Canadian Association of Physicians for the Environment is calling on the Carney government to put the health and safety of Canadians at the top of its priorities. The health of our public finances is also at stake.

We must put a stop to the reckless expansion of oil and gas infrastructure.”

Speakers and supporters from 12 organizations gathered on Parliament Hill afterwards for photos, holding banners underlining the message: “No to pipelines, not here or anywhere.”

[Photos from today’s events are available in this folder.](#)

The recording of the press conference can be viewed [here](#).

-30-

*Canada’s farthest-reaching network of organizations working on climate and energy issues, **Climate Action Network – Réseau action climat (CAN-Rac) Canada** is a coalition of close to 200 organizations operating from coast to coast to coast. Our membership brings*

environmental groups together with trade unions, First Nations, social justice, development, health and youth organizations, faith groups and local, grassroots initiatives.

For more information, contact:

Audrey Robillard, Bilingual Communications Coordinator
audreyrobillard@climateactionnetwork.ca

« Non aux pipelines, ni ici ni ailleurs » : plus d'une centaine d'organisations à travers le pays et plusieurs députés dénoncent les projets de pipelines sur la côte Ouest

Territoires non cédés de la Nation algonquine Anishinaabe [OTTAWA], 9 juin 2026 :

Manifestant une solidarité nationale et transpartisane aujourd'hui sur la Colline du Parlement, des experts de la société civile, soutenus par plus de 120 organisations d'un océan à l'autre, ainsi que des députés de trois partis, ont dénoncé les projets irresponsables du gouvernement fédéral visant à soutenir la construction d'un nouvel oléoduc reliant l'Alberta à la côte Ouest.

Lors de la [conférence de presse d'aujourd'hui](#), des experts en droit, en santé et en environnement ont mis de l'avant les risques posés par un nouveau pipeline, à l'approche de la date limite du 1er juillet fixée par l'Alberta pour soumettre un projet pipeline au Bureau des grands projets pour une évaluation accélérée.

Patrick Bonin, député du Bloc québécois, Leah Gazan, députée du NPD, et Elizabeth May, cheffe du Parti vert, se sont également prononcés contre les projets de pipeline.

Plus de 120 organisations de la société civile ont signé une [lettre ouverte](#) exprimant leur solidarité contre la construction de nouveaux pipelines d'énergies fossiles vers la côte Ouest ou n'importe où ailleurs au Canada.

Alors que les marchés asiatiques accélèrent leur transition vers une sortie du pétrole, un nouveau pipeline pétrolier nécessiterait vraisemblablement d'importantes subventions publiques pour pouvoir être viable. Dans un [récent sondage](#) de Liaison Stratégies réalisé dans des circonscriptions clés de Colombie-Britannique et du Québec, 68 % des personnes interrogées se sont opposées au financement fédéral d'un nouveau pipeline, et six sur dix ont indiqué qu'elles seraient moins enclines à voter pour un ou une députée soutenant des subventions aux énergies fossiles.

La conférence de presse d'aujourd'hui intervient après plus d'un an de recul en matière d'environnement. Tout récemment, le gouvernement fédéral a proposé des modifications réglementaires qui [démantèleraient les garde-fous environnementaux du Canada](#), permettant d'accélérer encore davantage la construction de nouveaux pipelines sans évaluations d'impact, et n'a laissé que quelques semaines pour consulter le public. Suite à un élan de protestations général, le gouvernement a annoncé jeudi dernier que la période de consultation serait [prolongée jusqu'à la fin juillet](#).

Aujourd'hui, à la Colline du Parlement, **Emilia Belliveau**, responsable du programme de transition énergétique chez Environmental Defence, a déclaré :

« Il y a pas de « bon » tracé pour le projet d'oléoduc en Alberta. Un nouveau pipeline transportant un million de barils de pétrole par jour, ainsi que l'extraction nécessaire pour le remplir, éloignera encore plus le Canada de ses objectifs climatiques et en matière de protection de la nature. Ne pas atteindre ces objectifs, ce n'est pas une perte abstraite. Ça aura des conséquences dévastatrices pour les écosystèmes dont on dépend, et ça risque de causer de réels dommages aux lieux, à la nature, aux gens et aux communautés qu'on aime. »

Anne-Céline Guyon, analyste climat-énergie chez Nature Québec, a déclaré :

« Que ce soit par un pipeline de sables bitumineux vers l'ouest ou de gaz vers l'Est, tous les projets visant l'expansion de la production des énergies fossiles font fausse route. Aucun projet ne peut servir l'intérêt du Canada s'il détruit ce qui fait son identité : un attachement profond à la nature. »

Anna Johnston, avocate chez West Coast Environmental Law, a déclaré :

« Les pipelines posent des risques majeurs pour le climat, les cours d'eau et les espèces auxquelles les Canadiens sont attachés et dont ils dépendent. Les lois environnementales ne sont pas une simple formalité administrative : elles forment un filet de sécurité. Le gouvernement Carney propose de démanteler complètement ce filet de sécurité. Nous demandons au gouvernement de retourner à la table à dessin et de veiller à ce que les Canadiens disposent des garanties juridiques nécessaires pour avoir l'assurance que les grands projets leur soient vraiment profitables. »

Robb Barnes, directeur du programme Climat de l'Association canadienne des médecins pour l'environnement, a déclaré :

« Qu'il s'agisse d'un nouveau gazoduc vers la côte ouest ou de nouveaux projets de GNL au Québec, le gouvernement Carney semble revenir à la philosophie du « *drill, baby, drill* » qui caractérisait l'ère Harper.

L'Association canadienne des médecins pour l'environnement demande au gouvernement Carney de placer la santé et la sécurité de la population canadienne en tête de ses priorités. C'est de la santé de nos finances publiques dont il est aussi question. Arrêtons les projets pétro-gaziers! »

Les intervenant·es et les sympathisant·es de 12 organisations se sont ensuite rassemblés sur la Colline du Parlement pour une séance photo, brandissant des bannières sur lesquelles on pouvait lire : « Non aux pipelines, ni ici ni ailleurs. »

[Les photos des événements d'aujourd'hui sont disponibles dans ce dossier.](#)

L'enregistrement de la conférence de presse peut être visionné [ici](#).

Climate Action Network – Réseau action climat (CAN-Rac) Canada est le plus vaste réseau d'organisations travaillant sur les questions liées aux changements climatiques et à l'énergie au Canada. Il s'agit d'une coalition de près de 200 organisations opérant d'un océan à l'autre. Nos membres rassemblent des groupes environnementaux, des syndicats, des Premières Nations, des organisations de justice sociale, de développement, de santé et de jeunesse, des groupes religieux et des initiatives locales.

Pour plus d'informations ou pour organiser une entrevue, contactez :

Audrey Robillard, Coordinatrice des communications bilingues

audreyrobillard@climateactionnetwork.ca